

Consultation publique de l'Arcep

-

Synthèse des travaux sur les modalités tarifaires des raccordements finals des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné

Réponse d'Orange

12 janvier 2023 – 13 février 2023

Version publique.

Les parties entre crochets [...] relèvent du secret des affaires.

Contact : affaires.reglementaires@orange.com

Lien vers la décision :

https://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consultation-synths-tarifs-racco-ftth_janv2023.pdf

Propos liminaires

Deux ans après la consultation publique de décembre 2020, Orange se félicite que l'Arcep engage une démarche pour finaliser les travaux relatifs aux modalités tarifaires des raccordements FttH.

Orange regrette néanmoins que l'Arcep limite son projet de recommandation à la zone d'initiative privée, alors que les problèmes partagés il y a 2 ans en réponse à la première consultation publique, et qui concernent avant tout la zone d'initiative publique, restent largement non-traités.

La position d'Orange relative aux modalités tarifaires des raccordements FttH demeure ainsi globalement inchangée par rapport à sa réponse à la première consultation publique de l'Arcep :

- l'opérateur commercial (OC) doit pouvoir recouvrer ses coûts encourus pour la réalisation d'un raccordement en mode STOC, auprès de l'Opérateur d'Infrastructure (OI), y compris pour les raccordements longs ;
- des tarifs STOC établis sur les résultats du modèle de coûts mis en consultation publique par l'Arcep sont en mesure de rémunérer correctement un OC pour la réalisation d'un raccordement en mode STOC construit en 2023 ;
- les tarifs STOC de certains réseaux d'initiative publique (RIP) ne recouvrent pas les coûts encourus par Orange en tant qu'OC et doivent donc dès à présent être révisés à la hausse, *a minima* à hauteur des résultats du modèle de coûts de l'Arcep ;
- dans l'hypothèse où la révision à la hausse des tarifs STOC pour un RIP nécessite une révision à la hausse du tarif péréqué de 1^{ère} mise à disposition / reprise, cela doit se faire dans la limite du coût moyen constaté pour la réalisation d'un raccordement en mode STOC en zone moins dense d'initiative privée.
- les coûts supportés par un OC étant amenés à évoluer au cours du temps, les résultats du modèle de coûts de l'Arcep ne peuvent être pris pour référence des coûts des raccordements du passé (avant 2023). Par ailleurs, au regard de la situation économique actuelle, nous ne pouvons garantir que ces coûts seront représentatifs de tous les raccordements futurs. En pratique, la mise à jour des tarifs nécessitera donc la mise en place de millésimes avec pour les millésimes antérieurs à 2023 des tarifs inchangés et pour ceux construits après cette date l'application de nouveaux tarifs.

Rien ne peut justifier un traitement différencié entre zone d'initiative privée et zone d'initiative publique pour les modalités tarifaires des raccordements FttH dès lors que :

- la réglementation symétrique s'applique à tout opérateur exploitant un réseau FttH qu'il soit d'initiative privée ou publique ;
- les subventions obtenues par les délégants/délégataires des RIP sont conditionnées au respect d'un certain nombre d'obligations, dont par exemple proposer aux OC, clients de ces réseaux, des conditions tarifaires et économiques équivalentes à la zone d'investissement privée, au risque que ces subventions soient remises en question.
- Orange demande par conséquent à l'Arcep d'adapter sa recommandation, de manière à homogénéiser le traitement des zones d'initiative privée et publique.

Sur la qualité des raccordements

Orange est un acteur moteur, engagé pour l'amélioration de la qualité des raccordements.

Mise en œuvre de la seconde feuille de route (novembre 2021) par Orange

À la suite de la consultation publique de décembre 2020, l'Arcep a adopté une seconde feuille de route en novembre 2021.

En effet, de nombreux projets ont été mis en place sur la base des recommandations de la feuille de route de novembre 2021 en tenant compte des réponses à la 1ère consultation :

- la mise en place de l'outil inter-opérateurs e-intervention notifiant les interventions au PM à l'OI ainsi qu'aux OC offrant un meilleur contrôle des interventions ;
- la mise en place de l'analyse par l'intelligence artificielle des photos des comptes rendus d'intervention (CRI) des techniciens ;
- la mise en place d'un système de pénalités dans les contrats STOC V2 permettant aux OC de mieux piloter leurs sous-traitants ;
- la mise en place par l'OC Orange d'une limite à deux rangs de sous-traitance dans ses contrats ;
- la réalisation de programmes ambitieux de remise en conformité des points de mutualisation dégradés de l'OI Orange.

Orange constate que la situation s'est améliorée sur l'exploitation FttH depuis la mise en œuvre de cette seconde feuille de route.

Mise en œuvre des propositions de la filière (septembre 2022)

En réponse aux attentes du ministre en charge des communications électroniques, la FFT et Infranum ont présenté en septembre 2022 des mesures complémentaires pour améliorer la qualité des raccordements.

Ces propositions concernent notamment :

- la labellisation des sous-traitants via un process qui permettrait au plus tard fin juin 2023 que l'ensemble des techniciens soient auto-certifiés ;
- l'expérimentation en cours de partage des plannings d'intervention des OC vers les OI sur certaines zones à la demande des OI ;
- le lancement en 2022 des plans de reprise des réseaux structurellement défectueux sur certains réseaux d'Altitude et XP Fibre. Ces programmes consistent en la reprise des PM et de leurs zones arrière. Orange souhaite rappeler que les programmes de reprise de ces réseaux sont essentiels à l'écosystème global de l'exploitation et doivent être des plans de reprise en profondeur et regrette qu'il n'y ait toujours pas un plan crédible de reprise des réseaux de Free.

Orange joue un rôle moteur dans l'ensemble des actions engagées.

Sur les raccordements « complexes »

L'encadrement des raccordements complexes pourrait faire l'objet d'échanges dans le cadre du groupe de travail de l'Arcep dédié aux raccordements clients finals, afin d'harmoniser, la définition et les pratiques entre OI.

Mode OI au cas par cas

L'Arcep dans sa consultation publique considère souhaitable que l'OI puisse permettre aux OC de recourir à la réalisation d'un raccordement en mode OI au cas par cas, raccordement par raccordement pour gérer les raccordements complexes.

A cet égard Orange rappelle que tout OI doit d'ores et déjà proposer un processus dit de « *reprovisionnement à froid* » permettant à l'OC, en cas de raccordement complexe lié dans une large majorité des cas à une difficulté d'utilisation du génie civil sur le segment de l'adduction en domaine public (génie civil cassé ou inexistant), de demander à l'OI de réaliser les travaux nécessaires au niveau du génie civil, de sorte que l'OC puisse ensuite réaliser le raccordement.

Ce processus de « *reprovisionnement à froid* » est la réponse la plus adaptée au traitement d'un raccordement complexe puisque, dans le respect du mode STOC, il permet le partage des rôles entre l'OI (qui doit veiller à mettre à disposition les infrastructures de génie civil mobilisables sur le domaine public) et l'OC (qui réalise le raccordement en mode STOC pour le compte de l'OI).

Le mode STOC est en effet le mode privilégié pour la réalisation des raccordements par l'ensemble des OC, et les OI ont jusqu'à présent adapté leurs processus en conséquence.

Il convient donc en premier lieu de veiller à ce que ces processus de « *reprovisionnement à froid* » soient correctement mis en œuvre par l'ensemble des OI, avant d'imposer aux OI de développer un nouveau processus qui ne correspond pas aux attentes initiales des OC.

Orange demande donc à l'Arcep de renoncer à imposer aux OI de développer le mode OI au cas par cas pour la réalisation des raccordements complexes. Le développement d'un tel mode OI au cas par cas n'est ni pertinent, ni raisonnable compte tenu de la structuration du marché.

Orange demande en contrepartie à l'Arcep de veiller à ce que tous les OI mettent en œuvre de manière la plus efficace possible les processus de « *reprovisionnement à froid* ». Ces processus doivent notamment être encadrés par des délais compatibles avec les besoins des OC, avec des pénalités en cas de non-respect, ainsi que le prévoit déjà le cadre réglementaire (décision Arcep n°2020-1432).

Réalisation du génie civil d'adduction manquant

L'Arcep rappelle que l'OI est responsable de la réalisation du génie civil manquant sur le segment de l'adduction en domaine public.

Responsabilité de la réalisation du génie civil manquant

Orange rappelle, comme indiqué précédemment, que l'OI doit proposer une prestation de « reprovisionnement à froid » en cas de génie civil manquant sur le segment de l'adduction en domaine public.

Il revient donc bien à l'OI de réaliser ou faire réaliser ces travaux de génie civil de manière à mettre à disposition les infrastructures mobilisables pour la réalisation effective du raccordement en mode STOC.

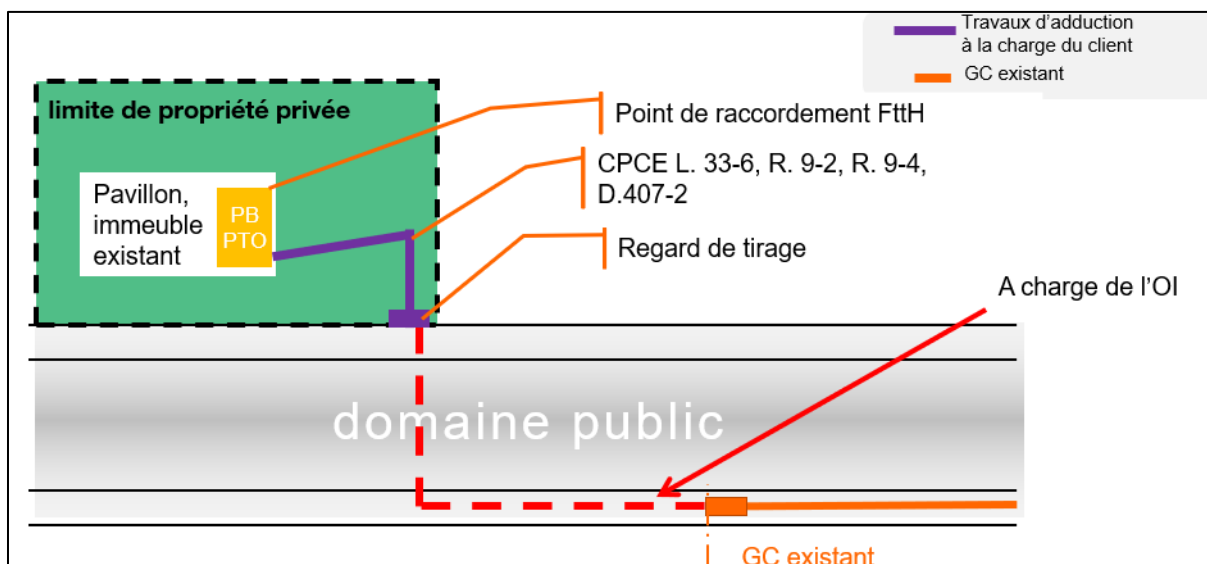
Cela vaut également en cas de génie civil cassé sur le segment de l'adduction en domaine public. L'OI doit veiller à ce que le génie civil cassé existant soit réparé (ce qui suppose notamment que le propriétaire du génie civil d'adduction puisse être identifié et prenne en charge les coûts correspondants, ce qui est le cas du GC d'Orange au travers de l'offre de GC BLO).

En revanche, en cas de génie civil bouché sur le segment de l'adduction en domaine public, Orange considère que l'OC est en mesure d'intervenir en autonomie et plus efficacement pour réaliser les travaux de débouchage nécessaires.

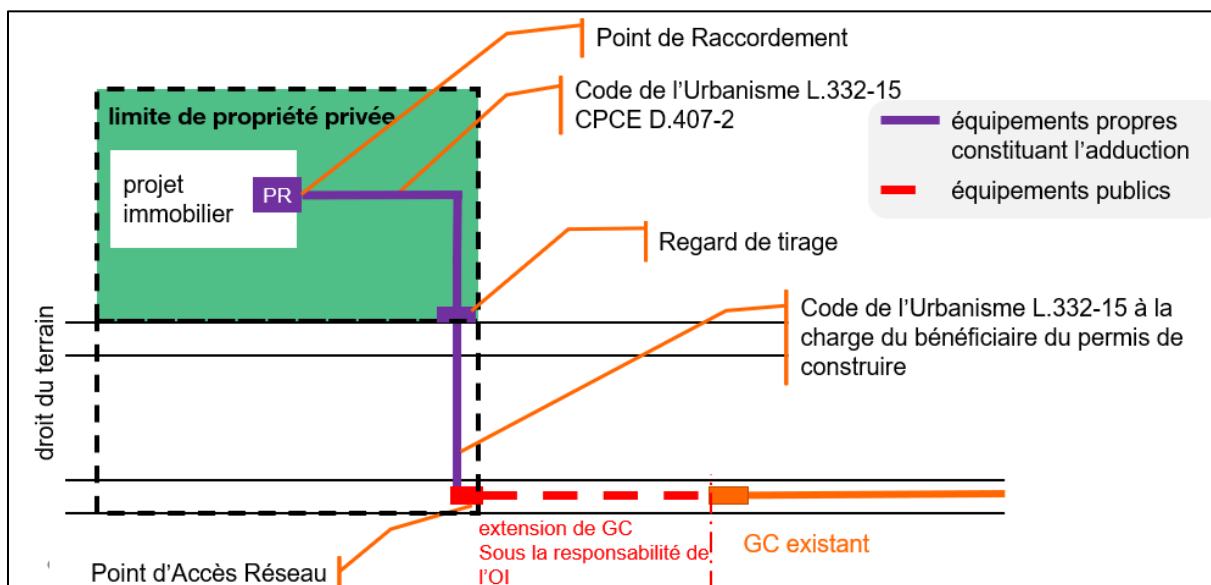
Distinction entre logements existants et logements neufs

Les dispositions du code de l'urbanisme conduisent à distinguer entre logements existants et les logements neufs pour ce qui relève de la responsabilité de l'OI pour la réalisation du génie civil manquant en domaine public.

Pour les logements existants, l'OI a la responsabilité de la réalisation des travaux de génie civil en domaine public jusqu'à la limite de la propriété, comme l'illustre le schéma ci-dessous.



Pour les logements neufs, et par extension les logements dont la rénovation impose d'obtenir une autorisation d'urbanisme, l'article L. 332-15 du Code de l'urbanisme impose en effet au détenteur du permis de construire de réaliser l'adduction jusqu'en domaine public au droit du terrain. L'OI a alors la responsabilité de la réalisation des travaux de génie civil en domaine public jusqu'à la limite du droit du terrain, comme l'illustre le schéma ci-dessous.



À noter que ces modalités de réalisation des adductions en domaine public valent aussi bien en zone moins denses qu'en zones très denses pour le cas des PM extérieurs.

Possibilité pour l'OI de répercuter les coûts liés à la réalisation des adductions en domaine public dans les tarifs PM-PB

Les coûts supportés par l'OI, que ce soit pour la réalisation en propre des travaux d'adductions en domaine public ou pour la mise à disposition de telles adductions via une offre de location de génie civil, doivent être recouverts via les tarifs d'accès segment PM-PB.

Le modèle tarifaire publié par l'Arcep en octobre 2015 a justement été établi pour permettre à l'OI de recouvrer, à la fois via les tarifs forfaitaires de cofinancement et les tarifs récurrents, l'ensemble des coûts supportés sur le segment PM-PB, sur la période du projet. Cela intègre à la fois les coûts d'investissements pour rendre les locaux raccordables (y compris le cas échéant les coûts des travaux d'adduction en domaine public qui ont justement pour effet de rendre effectivement raccordables les locaux concernés) et les coûts opérationnels (y compris les coûts liés à location de génie civil).

En application de ce modèle tarifaire, Orange estime qu'il est donc légitime pour l'OI de répercuter les coûts liés à la réalisation des adductions en domaine public dans les tarifs PM-PB.

En tout état de cause, mis à part les cas de difficultés exceptionnelles (cf. partie suivante), toute répercussion directe par l'OI à l'OC des coûts liés à la réalisation des adductions en domaine public en dehors des tarifs PM-PB est à proscrire puisque, d'une part, cela remettrait en cause le principe de péréquation qui prévaut sur les réseaux FttH, avec pour conséquence que les clients finals concernés ne pourront pas être raccordés et d'autre part, les modalités tarifaires de mise à disposition des raccordements finals n'intègrent pas de droits de suite sur les travaux de génie civil.

Difficultés exceptionnelles de construction

Par analogie avec les difficultés exceptionnelles de construction (DEC) établies pour un abonnement téléphonique dans le cadre du service universel, il existe une limite économique raisonnable pour l'OI à la production d'un raccordement client FTTH particulièrement coûteux.

Ainsi, dans le cadre du service universel, les DEC établissent un plafond de raccordement client à partir duquel les frais engagés par Orange sont à la charge du client. Le seuil était fixé à 3201,43€ HT.

Orange estime également qu'il serait nécessaire d'encadrer la proportion de cas de raccordements complexes, ce qui reviendrait à définir un seuil au-delà duquel un raccordement complexe n'est pas acceptable.

Aussi Orange propose de définir un principe de DEC dans le cas des raccordements complexes. En pratique, cela nécessite que l'OI définisse dans son offre d'accès FttH des seuils (en montant de travaux, en longueur de génie civil à construire...) au-delà desquels la réalisation du raccordement fait l'objet d'une facturation spécifique supplémentaire, soit forfaitaire, soit sur devis. Si le client final ou l'OC accepte de régler cette facturation spécifique supplémentaire, l'OI réalise alors les travaux correspondants dans le cadre du processus de « *reprovisionnement à froid* ».

Les seuils pourraient faire l'objet d'échanges dans le cadre du groupe de travail de l'Arcep dédié aux raccordements complexes, afin d'harmoniser les pratiques entre OI, en veillant à ce qu'un tel dispositif reste bien limité à des situations exceptionnelles.

En tout état de cause, un tel mécanisme de DEC devra rester distinct de ce qui est mis en œuvre par ailleurs s'agissant des raccordables à la demande faisant l'objet d'une tarification spécifique.

Raccordements spécifiques pour la clientèle entreprise

Orange profite de cette consultation publique pour rappeler la nécessité que soient clarifiées les règles de desserte interne s'agissant notamment des centres commerciaux avec gestionnaire de site.

Dans le cas de ces centres commerciaux, il n'appartient pas à l'OC mais au gestionnaire de site de réaliser le câblage interne desservant l'ensemble des boutiques, ceci afin de faciliter le raccordement de ces boutiques par l'ensemble des OC concernés.

Cela nécessite donc de définir un point au-delà duquel c'est au gestionnaire de site de réaliser les travaux correspondants, et qui pourra les refacturer le cas échéant aux clients finals.

*** **

*** **

Sur les raccordements longs

Principe d'un raccordement long à partir de 150 m

Orange est favorable à une définition harmonisée des raccordements longs par l'ensemble des OI à partir de 150 m. Orange constate d'ailleurs que l'information selon laquelle un raccordement est supérieur à 150 m doit déjà être renseignée dans les IPE par l'ensemble des OI.

Les opérateurs indiquent dans les IPE l'information sur les raccordements au delà de 150m (en vol d'oiseau le plus souvent). Cependant Orange est incapable de vérifier le bien fondé de la longueur réelle sans l'information des xy des PBO, ce qui engendre des KO de production qui auraient pu être évités. Orange réitère donc sa demande de disposer des xy des PBO en avance de phase des commandes d'accès.

Pour rappel, d'un point de vue pratique, la longueur maximum d'un raccordement long a été fixée à 1500m (soit trois bobines de câbles de 500m et deux épissures) ce qui est conforme aux règles définies par le comité d'experts. Au-delà de 1500m, l'OI devrait rapprocher le PBO du client final.

Modalités tarifaires pour les raccordements longs

Orange est favorable à la mise en place d'une tarification spécifique de rémunération STOC pour les raccordements longs au-delà de 150 m. Comme rappelé en propos liminaire, tout OC qui réalise un raccordement en mode STOC doit pouvoir recouvrir ses coûts encourus, ce qui suppose des tarifs STOC adaptés aux raccordements longs.

Orange note que les méthodes des OI diffèrent aujourd'hui, pour ce qui est de la rémunération STOC pour les raccordements longs :

- création d'une 5^{ème} catégorie « raccordement long » ;
- proposition d'un sur-forfait appliqué au tarif standard ;
- mise en place de paliers tarifaires en fonction de la longueur.

Orange note que les deux premières méthodes, qui reposent sur le fait de péréquer les coûts de réalisation des raccordements longs, nécessitent *a priori* de définir un plafond de longueur, au-delà duquel on sort du tarif péréqué prévu pour le raccordement long. La troisième méthode permet en revanche de traiter tous les raccordements, quelle que soit la longueur, mais suppose un mécanisme de facturation plus complexe.

Orange n'est pas prescripteur quant à la méthode à retenir dès lors que (i) les tarifs rémunèrent correctement l'OC qui intervient en mode STOC et (ii) les modalités tarifaires de mise à disposition et de reprise des raccordements intègrent les surcoûts de manière à ne pas pénaliser, lors de la reprise, le premier OC qui a construit le raccordement long.

Orange souhaite enfin rappeler que certains OI peuvent avoir retenu des choix d'ingénierie opportunistes consistant à placer les PBO trop en amont dans le réseau. Une telle pratique conduit à un taux de raccordements longs sur le réseau de l'OI nettement supérieur à ce qu'il aurait dû être si l'OI avait respecté les principes définis dans le cadre réglementaire (i.e. un PBO à proximité immédiate des logements, sauf exceptions définies dans la recommandation de décembre 2015). Il convient le cas échéant que cette pratique n'ait pas pour effet de faire

peser sur les OC, et donc sur les clients finals, une charge indue liée au surcoût global engendré par un taux excessif de raccordements longs.

Cela pourrait notamment être traité, sur les réseaux concernés, par une adaptation des tarifs de mise à disposition / reprise des raccordements de telle sorte que l'OI supporte le surcoût lié au taux excessif de raccordements longs.

*** **

*** **

Sur les coûts de réalisation d'un raccordement

Modèle de coûts mis en consultation publique

Orange estime que les résultats du modèle de coûts de l'Arcep, en intégrant les coûts de pilotage, reflètent correctement les coûts supportés à date en 2023 par un OC pour la réalisation des raccordements, et peuvent être utilisés pour établir les tarifs STOC des CCF à construire. En revanche, les coûts supportés par un OC étant amenés à évoluer au cours du temps, les résultats du modèle de coûts de l'Arcep ne peuvent être pris pour référence des coûts des raccordements du passé (avant 2023). Par ailleurs, au regard de la situation économique actuelle, nous ne pouvons garantir que ces coûts seront représentatifs de tous les raccordements futurs.

A date, le coût moyen constaté pour la réalisation d'un raccordement en mode STOC en zone moins dense d'initiative privée, sur la base des résultats du modèle de coûts mis en consultation publique par l'Arcep, est d'environ [...], en prenant en compte la répartition des raccordements par type de PBO et le taux constaté de raccordements longs réalisés en zone moins dense d'initiative privée.

Tarifs de rémunération STOC

Il est indispensable que les tarifs STOC permettent au premier OC qui a réalisé le raccordement de recouvrer la totalité des coûts supportés. Sans quoi, considérant les modalités tarifaires mises en œuvre pour les raccordements, et ce aussi bien en mode contribution / reprise qu'en mode lissé, il est impossible d'assurer l'équité nécessaire entre le 1er OC et les suivants.

Au cours des dix dernières années, sur une majorité des RIP FttH, les tarifs STOC des OI Tiers étant trop bas, Orange n'a pas été remboursé à concurrence de la totalité des coûts engagés pour la construction des raccordements quand il était premier OC. Compte tenu des modalités tarifaires mises en œuvre, Orange OC n'a pas récupéré, et ne récupérera jamais, l'écart de coûts correspondants, ce qui crée une situation inéquitable entre OC.

Il est ainsi nécessaire que les OI de RIP concernés revoient à la hausse les tarifs STOC pratiqués sur leurs réseaux, en se mettant au niveau des résultats du modèle de coûts de l'Arcep en intégrant les coûts de pilotage, afin que les OC puissent être correctement rémunérés pour la réalisation des raccordements.

Sur le modèle tarifaire du raccordement final

Pour Orange le modèle tarifaire du raccordement final doit permettre :

- une rémunération correcte de l'OC pour la réalisation du raccordement en mode STOC, y compris pour les raccordements longs ;
- une répartition équitable entre les OC qui se succéderont tout au long de la vie de ce raccordement, de sorte que le 1^{er} OC ne bénéficie de gain indu, ni ne supporte de charge indu, par rapport aux OC suivants.

Orange insiste sur le fait que cette logique de modèle tarifaire doit s'appliquer à toutes les zones de déploiements FttH, qu'elles soient d'initiative privée ou publique. En effet rien ne peut justifier un traitement différencié dès lors que :

- la réglementation symétrique s'applique à tout opérateur exploitant un réseau FttH qu'il soit d'initiative privée ou publique ;
- les subventions obtenues par les délégants/délégataires des RIP sont conditionnées au respect d'un certain nombre d'obligations, dont, par exemple, proposer aux OC, clients de ces réseaux, des conditions tarifaires et économiques équivalentes à la zone d'investissement privée, au risque que ces subventions soient remises en question.

Ainsi, cet objectif d'équité entre OC vaut quel que soit le modèle tarifaire mis en œuvre, c'est-à-dire à la fois pour :

- le modèle « à l'euro/l'euro » en zone d'initiative privée,
- le modèle péréqué avec subvention en zone d'initiative publique (ou son équivalent lorsque le raccordement est loué).

Orange demande par conséquent à l'Arcep d'adapter sa recommandation, de manière à traiter à la fois la zone d'initiative privée et la zone d'initiative publique.

Conséquences pour la zone d'initiative privée

En zone d'initiative privée, la mise en place du modèle « à l'euro/l'euro » conduit à ce que, pour un raccordement donné :

- tarif de 1^{ère} mise à disposition = tarif STOC
- tarif de référence de reprise = tarif de 1^{ère} mise à disposition

Orange comprend l'approche de l'Arcep, qui considère qu'un écart entre le coût de construction historique et le tarif de référence de reprise d'un raccordement peut conduire, si le tarif STOC est plus élevé que le coût de construction historique, à faire peser une charge indu lors de la reprise sur le 2^{ème} OC (et les OC suivants), au bénéfice du 1^{er} OC.

En réponse à la recommandation de l'Arcep de revoir à la baisse les tarifs de référence de reprise en zone d'initiative privée, en les alignant sur les résultats du modèle de coûts, Orange tient néanmoins à apporter les précisions suivantes :

- les coûts de réalisation des raccordements ont évolué au cours des 15 dernières années, tout comme la connaissance des réseaux et des logements à raccorder ;
- avec le système actuel, les OC activent à leur bilan les droits d'usage des raccordements ou des reprises. Il n'est pas possible de changer *a posteriori* la

valorisation des raccordements, sauf pour tous les OC à devoir constater des dépréciations d'actifs dans leurs comptes de résultats, au risque de déstabiliser tout le marché et les plans d'investissements nécessaires pour poursuivre et finaliser les déploiements FttH ;

- la construction des raccordements s'étale sur une longue période de temps, tout comme l'utilisation de ces raccordements par les différents OC. Par conséquent l'objectif d'équité ne peut être garanti sur la base d'un tarif inchangé dans le temps. Par conséquent, afin de préserver l'équilibre global du modèle mis en place, toute évolution tarifaire des tarifs de référence de reprise ne pourra s'appliquer que sur les futurs raccordements, à construire.

Pour Orange OI en zone d'initiative privée, cela nécessitera la mise en place de millésimes, avec une date de référence pour le changement de tarifs, de manière à distinguer :

- les raccordements construits avant cette date, qui resteront gérés, pour les reprises et les restitutions, avec les tarifs précédemment en vigueur ;
- les raccordements construits après cette date, qui seront gérés, pour les tarifs STOC, les reprises et les restitutions, avec les nouveaux tarifs établis sur la base des résultats du modèle de coûts.

Conséquences pour la zone d'initiative publique

En zone d'initiative publique, la mise en place du modèle péréqué avec subvention conduit à ce que, pour un raccordement donné :

- tarif de 1^{ère} mise à disposition = tarif péréqué
- tarif de référence de reprise = tarif péréqué

Ce modèle a été introduit en zone d'initiative publique pour une intégration plus aisée des subventions publiques dans les tarifs de mise à disposition et de reprise. Le tarif péréqué correspond ainsi au coût moyen de réalisation d'un raccordement en mode STOC sur le RIP concerné, duquel est déduite la subvention octroyée par raccordement.

Dans le cadre des RIP, les opérateurs délégataires se sont généralement engagés à proposer un tarif péréqué de 250€ (ou son équivalent en location à la ligne), censé correspondre au coût moyen constaté sur la zone moins dense d'initiative privée. Compte tenu des subventions demandées et obtenues,

Certains opérateurs de RIP ont plafonné leurs tarifs STOC. Cette pratique a pour conséquence de ne pas permettre une rémunération suffisante de l'OC pour la réalisation d'un raccordement en mode STOC.

En pratique, le tarif de 250 € s'avère inférieur au coût moyen constaté en zone moins dense d'initiative privée évalué à environ [...] (cf. partie précédente). Une révision à la hausse des tarifs STOC pratiqués sur les RIP, en intégrant la rémunération des raccordements longs, est ainsi envisageable sans déstabiliser les plans d'affaires des OI de RIP, en intégrant une révision à la hausse du tarif péréqué de 1^{ère} mise à disposition / reprise dans la limite de [...].

Compte tenu de ces éléments, Orange demande à l'Arcep d'adapter sa recommandation s'agissant de la zone d'initiative publique, en enjoignant les OI de RIP à revoir à la hausse leurs tarifs STOC, afin de s'aligner sur les résultats du modèle de coûts, et à revoir en tant que de besoins leurs tarifs péréqués de 1^{ère} mise à disposition / reprise dans la limite de [...].



Ce montant devra être adapté pour tenir compte des sur-forfaits liés aux raccordements longs.

Comme pour la zone d'initiative privée, une telle évolution du modèle tarifaire pourra nécessiter la mise en place de millésimes aux bornes de chaque OI de RIP.

En tout état de cause, les évolutions qui devront être apportées aux tarifs en zone d'initiative publique, doivent permettre de garantir l'équité du modèle et doivent être réalisées dans le respect des engagements pris par les délégataires historiquement auprès de leurs délégants et dans le respect des textes législatifs encadrant l'attribution des subventions publiques.

Orange tient à attirer l'attention sur la fragilité de l'équilibre financier du modèle pour les RIP eu égard à la fin prévue des subventions.

*** **

*** **